

Chine : Une trajectoire dans le siècle

dimanche 11 août 2013, par [CABRAL Jean-François](#) (Date de rédaction antérieure : 1er juillet 2013).

Au début du XVIII^e siècle, la Chine représentait près de 25 % de l'ensemble des richesses produites dans le monde. Le chiffre est proche de 10 % aujourd'hui, il était de 3 ou 4 % en 1950 [1]. Le « communisme » selon Mao puis le « capitalisme rouge » lui ont donc redonné une place éminente...

Sommaire

- [1911-1949 : trois révolutions](#)
- [1949-1976 : le maoïsme, \(...\)](#)
- [Le triomphe de « l'économie](#)

Dans cette trajectoire si singulière, le Parti communiste a joué un rôle étonnant, capable de révolutionner en profondeur l'ensemble de la société, mais pour mieux accoucher au final d'un capitalisme qui peut sembler suffisamment « performant » pour placer la Chine parmi les grandes puissances « émergentes ».

1911-1949 : trois révolutions et une indépendance retrouvée

Au début du siècle précédent, la situation était bien différente. La Chine n'est plus « l'Empire du Milieu » qu'elle croyait être, au centre du monde. C'est un pays traumatisé, soumis aux invasions étrangères, humilié. La Chine a manqué le train de la révolution industrielle, elle subit désormais toutes les conséquences des « traités inégaux » que lui imposent après 1839 les occidentaux, qui bénéficient d'une véritable extraterritorialité grâce aux « concessions » et de l'ouverture forcée d'un certain nombre de villes au commerce.

En 1911, une révolution dépose le jeune empereur Pu Yi et la République est proclamée en 1912. Sun Yat-sen – qui a fondé le Guomindang, un parti nationaliste destiné à libérer et à moderniser la Chine sous l'impulsion de la bourgeoisie – est écarté par les militaires. Le pays s'enfonce un peu plus dans le chaos, martyrisé par les « seigneurs de guerre » qui se partagent les dépouilles sous le contrôle plus ou moins bienveillant des puissances étrangères. Un espoir pourtant : il est du côté de la Russie où la révolution en 1917, sous l'impulsion des bolcheviks, proclame le « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ».

Au même moment émerge un véritable mouvement de renaissance culturelle qui prend son essor autour d'une grande figure intellectuelle, Chen Duxiu, et d'étudiants de l'université de Pékin. Il cherche à redonner à la Chine sa fierté et son indépendance, mais n'hésite pas pour cela à critiquer violemment la culture traditionnelle et le confucianisme, tous les rapports sociaux hérités du passé, la famille, osant ce paradoxe : la Chine doit être capable d'apprendre de l'occident si elle veut s'émanciper, et associer étroitement émancipation nationale et émancipation sociale en faisant des classes pauvres de la société le moteur de la révolution.

Ce mouvement est directement à l'origine de la révolte du 4 mai 1919 qui éclate lorsque parviennent

à Pékin les conclusions de la conférence de Versailles offrant de nouveaux territoires au Japon. Elle rencontre un écho profond dans tout le pays.

En fait deux partis s'en réclament : outre le Guomindang, transformé en un véritable parti militarisé sous la direction de Jiang Jieshi (Tchang Kai-chek), qui prétend faire la révolution par en haut sous le contrôle de la bourgeoisie, il y a désormais le Parti communiste chinois fondé par Chen Duxiu en 1921, encore très embryonnaire. Suivant les conseils de Moscou, le PCC se fond dans le Guomindang, lequel obtient en échange des armes et des conseillers militaires, pour des raisons tactiques mais pas uniquement : c'est aussi l'idée d'une « révolution en deux étapes » (bourgeoise d'abord, prolétarienne ensuite) qui s'impose sous la direction de Staline et Zinoviev, contre Trotsky.

Or la situation change rapidement. Le PCC acquiert une certaine influence, porté par une véritable révolte qui gagne la population urbaine à partir de 1924-1925. Ses militants sont massacrés par les troupes du Guomindang qui ont compris le danger. L'absence de politique indépendante pour le prolétariat débouche en 1927 sur un désastre, dont Staline est directement responsable. C'est la fin de la « deuxième révolution chinoise » et le point de départ d'une nouvelle étape.

Les survivants se réfugient dans les campagnes, puis constituent une « armée rouge » à la tête de laquelle s'impose peu à peu un nouveau dirigeant, Mao Zedong, qui entreprend une « longue marche » en 1934 afin d'échapper à une nouvelle tentative d'extermination. Chen Duxiu rejoint l'opposition trotskyste.

Dès cette époque, Mao donne au PCC un nouveau visage : par son fonctionnement bureaucratique et autoritaire, il a tous les traits d'un parti stalinien. Mais Mao s'oppose de plus en plus ouvertement à la fraction dirigée par Wang Ming, laquelle fait directement allégeance à Staline, avant de l'éliminer. Mao défend son pré-carré, et une version de plus en plus « sinisée » du marxisme, centrée sur la conquête de l'indépendance nationale. En son cœur, une stratégie qu'il élabore progressivement au cours de ces années, la « guerre populaire prolongée », et une armée qui prend appui sur la paysannerie, encadrée par les rares étudiants venus des villes qui ont échappé aux massacres. Les territoires libérés survivent comme ils peuvent, comme cette « République soviétique » (mais sans soviets !) du Shaanxi que dirige Mao dans le nord de la Chine durant plusieurs années.

La situation bascule quand le Guomindang, déjà affaibli par la corruption, est confronté à un nouveau rival : le Japon. Ce dernier envahit la Mandchourie en 1931 puis le reste du pays en 1937. Les massacres de Nankin font au moins 150 000 victimes. Conséquence des destructions et de toutes les atrocités commises, des famines et des déplacements de population, la guerre fait plus de 15 millions de morts.

En 1937, le Guomindang et le PCC s'allient contre l'envahisseur japonais. C'est une version particulière du « front populaire » que Staline et ses émissaires promeuvent désormais partout. L'alliance avec le Guomindang est cependant plus formelle que réelle et l'opposition entre les deux partis ne cesse pas durant la guerre. Mais face au Japon, l'armée rouge transformée en « Armée de libération du peuple » incarne bien plus que le Guomindang la volonté de se battre pour l'indépendance du pays. Une volonté que symbolisent son drapeau et « l'union des quatre classes » désormais assumée par le PCC entre les ouvriers, la paysannerie, les intellectuels et la « bourgeoisie patriote ».

1949-1976 : le maoïsme, une étape singulière

Le 1^{er} octobre 1949, Mao proclame officiellement la naissance de la « République populaire de Chine ». Aux yeux de la bourgeoisie et de l'impérialisme, elle représente un mélange détonnant et

inédit.

Durant la Deuxième Guerre mondiale, les USA avaient fait de Jiang Jieshi un allié privilégié dans la région et la Chine avait obtenu en 1945 une place de membre permanent au conseil de sécurité de l'ONU. Cet espoir est vite déçu : contre toute attente, et contre l'avis de Staline qui cherche le plus longtemps possible à préserver le semblant de statu quo négocié à Yalta, le PCC reprend très vite l'offensive. Il obtient rapidement l'avantage en s'appuyant sur les révoltes de la paysannerie, jusqu'à obtenir la victoire contre le régime nationaliste qui se réfugie à Formose devenu Taïwan.

Dès 1946, une partie importante de la bourgeoisie chinoise avait commencé à placer massivement ses capitaux à l'étranger. Mais ce n'est pas la crainte d'une victoire de Mao qui l'avait poussée à agir ainsi, du moins à ce moment-là : bien plutôt, le niveau de violence et de corruption atteint par le régime nationaliste dirigé par Jiang Jieshi, et devenu réellement insupportable. Certains secteurs de la bourgeoisie et des pans entiers de l'armée du Guomindang se rallient même avec armes et bagages à Mao en 1949. Jusqu'en 1952, le nouveau régime cherche ouvertement à consolider son alliance avec le secteur privé au nom de l'intérêt de toute la nation.

En même temps, c'est bien une révolution sociale qui touche en profondeur les campagnes chinoises, débouchant sur une réforme agraire gigantesque, transformant en profondeur les rapports sociaux et posant les bases d'une société nouvelle. Avec certaines limites : au cours de « meeting d'amertume », des dizaines de millions de paysans mettent en cause le pouvoir des grands propriétaires - mais aussi les femmes, leurs maris violents - sans être en mesure de mettre en place leurs propres pouvoirs, toujours encadrés par l'armée. Les villes sont littéralement investies comme un corps étranger : à Shanghai, le premier réflexe du nouveau régime est de demander aux ouvriers de « travailler normalement ».

Réforme agraire, indépendance nationale, unité de la Chine et construction d'une économie nationale apte à répondre aux besoins du pays : ce sont autant d'objectifs qui relèvent d'une « révolution démocratique bourgeoise » menée de manière radicale, pour reprendre une terminologie marxiste. Le rapprochement avec l'URSS, les débuts de la guerre froide puis sa brutale aggravation avec la guerre de Corée changent la donne. A partir de 1953, le régime maoïste - sans autre appui que celui de l'URSS - nationalise en quelques années la totalité de l'économie.

La Chine semble alors copier le modèle de développement soviétique, avec la mise en place d'un plan quinquennal, la priorité donnée au développement de l'industrie lourde et même son culte de la personnalité... Mais chacun a ses propres intérêts nationaux distincts voire antagoniques, tout en se réclamant du « communisme ». L'URSS est accusée par la Chine de vouloir la maintenir dans un état de dépendance. Les tensions finissent par déboucher sur une rupture entre les deux pays en 1960. Staline avait inauguré le « socialisme dans un seul pays ». Il y aura désormais un « socialisme » pour chaque pays.

Mais de quel « socialisme » parle-t-on au juste ? La problématique à la base est la même que celle de l'URSS stalinienne : coupé du reste du monde, victime de l'état arriérée de son économie, le pays ne peut se développer et s'industrialiser que sur la base d'une accumulation primitive de capitaux réalisée aux dépens de la paysannerie. Le « Grand bond en avant » démarré en 1958 a ceci de particulier qu'il ne se contente pas de renforcer la pression sur les paysans dans le cadre des « communes populaires » (à la fois unités de production et unités administrative pouvant regrouper plusieurs dizaines de milliers de personnes). C'est la paysannerie elle-même qui doit produire l'acier qui manque ! Le résultat est un désastre : très peu d'acier utilisable, mais 20 à 30 millions de morts du fait de la famine et de la désorganisation de la production agricole.

Dans une forme de fuite en avant, Mao lance en 1966 la « grande révolution culturelle ». En

apparence, un appel à la mobilisation des masses contre la bureaucratie, en réalité, une lutte pour le pouvoir face à d'autres dirigeants qui le critiquent de plus en plus ouvertement. C'est le début d'une nouvelle période de chaos, qui s'achève par une mise au pas de toute la population. L'armée joue à cette occasion un rôle essentiel.

L'expérience maoïste ne se réduit pourtant pas à ces désastres. Au prix de sacrifices énormes, ce sont bien les bases d'une économie moderne qui se sont mises en place durant cette période, bien mieux qu'en Inde par exemple, sans lesquelles l'étape suivante n'aurait pas été possible. Le pari de construire une économie nationale indépendante après un siècle de domination étrangère est donc atteint. Mais pas celui de sortir du sous-développement.

Le triomphe de « l'économie socialiste de marché »

Le tournant a lieu du vivant de Mao. Les Etats-Unis – soucieux de se désengager de la guerre du Vietnam tout en conservant une certaine influence sur la région – font le choix de sortir la Chine de son isolement. C'est une première étape, décisive, dont le symbole est le voyage de Nixon à Pékin en 1972. Un changement de stratégie qui conduit par exemple les occidentaux, au moment de l'invasion du Cambodge par le Vietnam en 1979, à condamner le Vietnam soutenu par l'URSS et à soutenir pendant plusieurs années les Khmers rouges alliés des Chinois !

La Chine est désormais officiellement réintégrée dans le concert des nations... capitalistes. Reste à opérer le tournant économique. En 1978, deux ans après la mort de Mao, Deng Xiaoping s'impose comme le nouvel homme fort du régime. Une fois la « bande des quatre » éliminée (dont la veuve de Mao), il lance avec le soutien du parti une politique de réforme – les « quatre modernisations » – qui change en profondeur le fonctionnement de l'économie : décollectivisation des campagnes, libération des prix, abandon de la planification, encouragement des entreprises individuelles et, surtout, ouverture aux capitaux étrangers avec la création des ZES (les zones économiques spéciales). En 1992, cette ouverture concerne l'ensemble du littoral chinois au moment où Deng lance un nouveau concept : le « socialisme de marché », qui prétend concilier socialisme et capitalisme.

Le résultat est spectaculaire, avec un taux de croissance annuel qui dépasse les 10 % par an, ce qui permet à la Chine de devenir la deuxième puissance économique du monde en 2010 par le PIB. En même temps, une nouvelle bourgeoisie prend son essor. Elle rassemble des éléments divers, opérant une sorte de « fusion des élites » entre la bureaucratie d'Etat, les grandes familles réfugiées à l'étranger directement à l'origine d'une majeure partie des IDE (investissements directs de l'étranger) vers la Chine, et parfois leurs « cousins » restés au pays et avec lesquels les liens n'ont jamais été interrompus, même durant les heures les plus dures du régime maoïste.

Après avoir adhéré au FMI, à la Banque mondiale et à l'OMC dans les années 2000, la Chine est désormais réintégrée au sein des instances dirigeantes du monde capitaliste. Non sans contradictions, car son IDH (indice de développement humain) reste celui d'un pays en développement, tandis que les inégalités spatiales et sociales se sont considérablement accrues. Une partie de la paysannerie a été littéralement expropriée par les caciques locaux, venant grossir le flot des émigrés sans droit dans les grandes villes du littoral. Trente à quarante millions d'ouvriers des grandes usines d'Etat ont été licenciés ces vingt dernières années. Dans le même temps, l'évolution très rapide de la société a également libéré de nouvelles aspirations, notamment au sein de la classe moyenne. Au printemps 1989, les étudiants occupent la place Tian'anmen pendant plusieurs semaines, réclamant la démocratie avant d'être brutalement réprimés.

Depuis, le régime cherche à trouver un équilibre : réprimer, mais sans trop d'excès non plus, les

classes pauvres en lâchant du lest de temps en temps ; acheter la bienveillance des classes moyennes sur le terrain de la consommation ; réfréner autant que possible les mouvements inévitablement chaotiques provoqués par l'avidité des classes les plus riches. Jusqu'à présent il y est parvenu et, à partir d'une histoire bien différente de l'URSS, il a su gérer la transition. Mais celle-ci continue à reposer sur une montagne de contradictions.

Jean-François Cabral

La Chine en un siècle et neuf dates

1911 : le jeune empereur Pu Yi est déposé, proclamation de la république

1927 : écrasement des communistes par le Guomindang de Jiang Jieshi

1949 : proclamation de la République populaire de Chine

1958 : début du « grand bond en avant »

1966 : début de la « révolution culturelle »

1978 : arrivée au pouvoir de Deng Xiaoping deux ans après la mort de Mao Zedong

1989 : massacre des étudiants place Tien An Men

1992 : officialisation d'un nouveau concept, le « socialisme de marché »

2010 : le PIB de la Chine est le deuxième du monde

P.-S.

* Publié dans : Revue Tout est à nous ! 45 (juillet 2013). <http://www.npa2009.org/>

Notes

[1] Angus Maddison, L'économie mondiale, statistiques historiques, OCDE, 2003